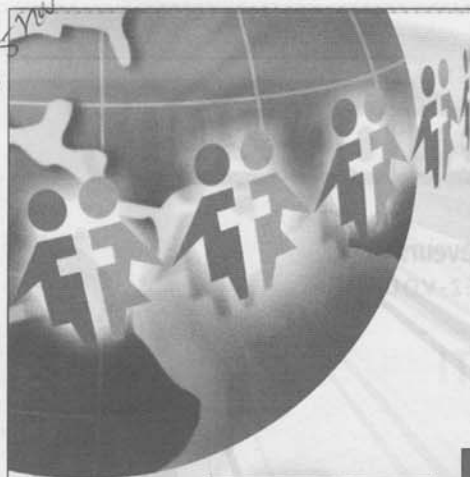


est / 1 / 2 / 3 / 4 / 5 / 6 / 7 / 8 / 9 / 10 / 11 / 12



Le 20 novembre 2007 est la Journée nationale de l'enfant

En 1993, le gouvernement du Canada adoptait le projet de loi C-371, connu sous le nom de *Loi sur la journée de l'enfant*, et désignait le 20 novembre de chaque année comme *Journée nationale de l'enfant* afin de promouvoir la *Convention des Nations Unies* au Canada.

La Convention énonce les droits humains fondamentaux auxquels ont droit les enfants (de moins de 18 ans) du monde entier. Cette Convention vise à assurer que tous les enfants soient traités avec dignité et respect, qu'ils puissent se faire entendre, qu'ils soient protégés contre les préjugés, que leurs besoins fondamentaux soient comblés et qu'ils aient toutes les chances de réaliser leur plein potentiel.

Le thème de la *Journée nationale de l'enfant 2007* est **Le droit d'être actif**. Ce thème vise à encourager les enfants à faire de l'activité physique et à démontrer que cette composante est essentielle à la santé et au bien-être des enfants. Intégrer l'activité physique au quotidien est amusant et sain!

Inculquer aux enfants un mode de vie sain et actif favorise la croissance et un bon développement. Cela peut permettre aussi de développer l'estime de soi.



Le 20 novembre, célébrons la richesse que représentent les enfants !



Cette page d'information vous est offerte grâce à un partenariat entre le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien et le quotidien Le Droit.

Ensemble, nous faisons toute une différence!

Avec près de 12 000 élèves, 800 enseignants et enseignantes dans 39 écoles, le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien est le plus grand réseau d'écoles de langue française dans la région de Stormont, Dundas, Glengarry, Prescott et Russell.



Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien

1 800 204-4098

www.csdceo.ca

Charlotte-Lemieux incite les parents à s'impliquer au niveau scolaire

Pour la réussite de leur enfant



par [Kristina Brazeau](#)

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 14 novembre 2007 à 12:44

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

L'école élémentaire publique Charlotte-Lemieux, a tenu une réunion de parents, le 13 novembre dernier, dans le but d'inciter les parents de minorités ethniques à participer davantage au développement de leur enfant, au niveau scolaire. Au cours de cette soirée, une centaine de parents ont assisté à quelques présentations visant à les informer sur leurs rôles et responsabilités ainsi que leur implication auprès de leur enfant.

Les présentations ont suggérés des façons dont les parents peuvent apporter leur soutien à l'école, par exemple en manifestant leur intérêt pour le travail scolaire et les progrès de leur enfant et en encourageant et aidant leur enfant à suivre les règles de comportement.

Des conseils pratique pour exercer sainement leur rôle de parents leurs ont aussi été prodigués tel que mettre en valeur les qualités de son enfant, lui donner du temps et faire valoir une discipline positive.

Ce partenariat entre les parents et l'école est une initiative d'une enseignante de l'établissement, Aziza Manouzi, qui vise la réussite des élèves.

La présidente du conseil d'école, Claire Fowles, est heureuse de ce partenariat. «Nous aurons l'occasion de nous connaître davantage et l'implication des parents aide beaucoup les enfants. J'ai eu la chance d'avoir des parents très impliqués lorsque j'étais jeune. À l'époque j'avais un peu honte, mais aujourd'hui, je constate l'importance et les bienfaits que ça m'a apporté.»

Des ateliers en littératie, numératie, résolution de problèmes, nutrition, sécurité et soutien comportemental positif seront offerts aux parents afin qu'ils vivent des expériences similaires à celles de leurs enfants, le 12 février.

Un buffet partage aura également lieu le 29 avril de même que des cafés-causeries au cours de l'année scolaire, en décembre, janvier et mai.

Le mercredi 14 nov 2007

La culture de la débrouillardise

[Katia Gagnon](#)

La Presse

Certains débarquent à la polyvalente Saint-Laurent comme s'ils arrivaient de la planète Mars. Pas un mot de français ni d'anglais, une scolarité minimale, un choc culturel majeur. On en demande beaucoup à ces enfants. Pourtant, au bout d'un an, on assiste parfois à des miracles, rapporte notre journaliste Katia Gagnon dans le dernier volet de la série Polyvalente Saint-Laurent/Accommodements 101.

Le 6 décembre de l'an dernier, Hamid Qamar, un grand dégingandé maintenant âgé de 16 ans, a débarqué au Québec en provenance du Pakistan. En janvier, il a commencé l'école à Émile-Legault. Il ne parlait pas un mot de français.

Tout ce qu'il a fait, les premiers jours, c'est de monter à sa classe et ensuite, redescendre s'asseoir sur le même banc en attendant la cloche. Le premier jour, il n'a pas diné. Il ne savait pas où était la cafétéria.

Pendant des semaines, il s'est promené avec deux mini-dictionnaires. Un français-anglais et un anglais-urdu. Sa langue maternelle. «Deux dictionnaires!», dit-il en riant, et en français, 10 mois plus tard. «C'est beaucoup!»

Imaginez, juste un petit instant, ce qu'a été l'entrée au Québec de ce garçon de 15 ans, qui venait d'une région rurale du Pakistan et n'était pas beaucoup allé à l'école. Il a eu le choc de la ville. Il a dû apprendre une nouvelle langue. Et ramer comme un fou dans une grosse polyvalente, où, contrairement au Pakistan, toutes les races du monde cohabitent. Méchant changement.

Imaginez-vous, juste un petit instant, dans cette situation. Voyez-vous jeune, peu instruit, à l'école au Pakistan, en Moldavie ou en Indonésie. Vous ne parlez pas la langue. Vous êtes très, très loin du Québec. Maintenant, débrouillez-vous. «La première semaine, ils trouvent ça dur», dit Anne Beaulé, le professeur d'Hamid.

Mme Beaulé a 18 autres élèves, qui viennent de partout dans le monde. Adolfo, du Pérou. Gagan, de l'Inde. Ephraïm, des Philippines. Andrei, de Roumanie. Certains apprennent les rudiments du français en quelques mois, puis passent au secteur régulier.

Pour d'autres, c'est moins évident. «Certains ne savent pas tenir un crayon», dit-elle. «D'autres ne connaissent pas l'alphabet dans leur propre langue», ajoute Louise Chenard, la directrice de Saint-Laurent.

C'est où, le cégep?

Aujourd'hui, Anne Beaulé explique à ses élèves comment se rendre au cégep Saint-Laurent, où ils iront voir une pièce de théâtre cet après-midi. Métro Côte-Vertu, autobus 171 Certains de ces jeunes, qui sont arrivés il y a quelques mois à peine, sont complètement perdus, leur petit plan à la main. «J'espère les retrouver tous sains et saufs», dit le professeur en blaguant à moitié. «N'y allez pas seul. Allez-y avec un ami», dit-elle à leur intention.

Dans les classes d'accueil pour les débutants, comme celles de Mme Beulé, les mots du professeur sont, manifestement, un brouillard opaque. C'est dur d'apprendre une langue en partant de zéro. «Et pourtant, tous, ils progressent. Entre septembre et juin, il y a un énorme changement», dit le professeur.

Dans le confort de nos pantoufles, on a tendance à oublier à quel point l'immigration est un choc violent. Aliaksei Yerafeyenka, 28 ans, est lui aussi professeur de français en classe d'accueil à Émile-Legault. Il est arrivé il y a quatre ans de France, où il a séjourné quelques années en partant de sa Russie natale. Il parlait donc déjà français. Et pourtant. L'adaptation au Québec n'a pas été facile.

«Il y avait tous ces acronymes, CLSC, CLE. Où on va pour chercher un emploi? J'étais pas mal perdu.» Sans compter son nom, imprononçable en français, qu'il passe son temps à épeler.

«Ces gens-là arrivent, on leur donne un dossier sur le Québec et bonjour. Ils arrivent à trouver l'école de leur quartier. À inscrire leurs enfants. À acheter un uniforme. Oui, ils ont un peu l'aide de leur communauté, dans certains cas. Mais quand même, quelle débrouillardise!» dit Mme Chenard.

Elba Gilcorado est un exemple de cette volonté. Aujourd'hui surveillante à Émile-Legault, la femme de 49 ans est arrivée du Guatemala à 22 ans. Elle a élevé cinq enfants au Québec. «J'ai beaucoup souffert ici, et j'ai été très heureuse.» À son arrivée, avec trois enfants dans ses bagages, elle a beaucoup pleuré. Il a fallu qu'elle prenne son courage à deux mains. Trouve un logis. Apprenne le français. Déniche du boulot.

«On a toujours fait un salaire qui n'est pas un grand salaire, dit-elle. Parce qu'on n'arrivera jamais à parler parfaitement la langue.» Elle dit ça en souriant. Elle accepte son sort: elle n'aura jamais que des petits boulots. Mais ses enfants, eux, auront une chance. Et c'est pour eux qu'elle est ici.

Et cette jeune génération d'immigrants, elle, finit par s'intégrer parfaitement. Au début, les filles d'Elba affichaient leurs racines latinos. «Maintenant, elles disent qu'elles sont canadiennes, de parents latinos.» Les deux filles sortent avec des garçons pure laine, «parce qu'ils ne sont pas machos».

Cynthia Cheaib, professeure de français d'origine libanaise, acquiesce. «Quand je suis arrivée, j'avais le drapeau du Liban collé partout. Petit à petit, j'ai eu d'autres intérêts.»

Mais aussi, parfois, le pays d'accueil est le cadre de cruelles déceptions. «Ils arrivent ici, et c'est le rêve américain. Ils veulent devenir médecins, avocats. Parfois, il faut réajuster les rêves à leur mesure», dit Lina Morena, prof à l'accueil.



Le jeudi 15 nov 2007

De la casse au cégep du Vieux-Montréal

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

Et de trois: une nouvelle intervention policière est venue entacher le déroulement de la première semaine de grève étudiante à Montréal. Une centaine de personnes ont été arrêtées dans la nuit de mardi à hier sur le parvis du cégep du Vieux-Montréal. La tension monte, alors que des milliers d'étudiants sont appelés à manifester en grand nombre aujourd'hui dans les rues de la métropole.

Après celle de l'UQAM lundi, c'est la direction du cégep du Vieux-Montréal qui a fait appel, hier, à l'escouade antiémeute de la police de Montréal pour déloger quelque 300 personnes qui s'étaient barricadées dans des classes pour y passer la nuit. Les cégépiens espéraient y préparer la manifestation d'aujourd'hui. Ils auraient ignoré deux avis d'expulsion avant que la police n'investisse les lieux. Cent cinq personnes ont été arrêtées au cours de l'opération; 97 pourraient être accusées de voies de fait et de méfait.

«Des salles de classe ont été vandalisées: des fenêtres ont été fracassées, des pots de peinture vidés sur les murs et le sol. Du mobilier a été détruit», a décrit Laurent Gingras, porte-parole de la police de Montréal.

Cette troisième intervention policière en deux jours a piqué les grévistes au vif. L'Association pour une solidarité étudiante a organisé tard hier soir au parc Émilie-Gamelin un rassemblement contre la répression policière. «Le sentiment de révolte des étudiants grandit», a prévenu hier Emmanuelle Sirois, porte-parole des grévistes de l'UQAM.

Plusieurs collégiens ont soutenu qu'ils avaient été brutalisés au moment de leur arrestation, mardi. «Ils nous ont encerclés, nous ont matraqués et ont utilisé du gaz-poivre comme si le but n'était pas de nous faire quitter les lieux, mais de nous arrêter», a dénoncé hier Gabrielle Provost, porte-parole de l'Association étudiante du cégep du Vieux-Montréal.

Les élèves ont reçu l'appui du syndicat des professeurs du cégep du Vieux-Montréal, qui a jugé «irrespectueuse et irresponsable» l'attitude de la direction du cégep. Sa décision «précipitée» de faire arrêter le groupe de grévistes par l'escouade antiémeute va «à l'encontre de notre projet éducatif, qui prône une approche humaniste et citoyenne face aux enjeux sociaux», a déploré Jean-Marc Petit, président du syndicat. Les représentants de tous les corps d'emploi du collège avaient recommandé à la direction du cégep d'accepter le «bed-in» pour éviter la confrontation.

Durcissement

Les représentants d'associations étudiantes estiment que les directions d'établissement se montrent beaucoup plus dures envers les grévistes que lors du dernier grand débrayage de 2005.

Cette année-là, l'UQAM et le cégep du Vieux-Montréal avaient tous deux permis la tenue de «bed-in» associés au mouvement de contestation.

«Nous avons revu notre position parce qu'il y avait eu du grabuge et des dégâts matériels», a noté la porte-parole du cégep du Vieux-Montréal, Mylène Boisclair. L'UQAM a justifié sa position en des termes semblables.

Les directions des deux établissements sont restées sur leurs gardes toute la journée hier. La direction du cégep du Vieux-Montréal a choisi d'annuler une conférence de presse en découvrant la présence d'une cinquantaine de manifestants. Quant à l'UQAM, elle a annoncé le report d'une journée d'accueil des futurs étudiants qui devait avoir lieu samedi.

De son côté, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, s'est montrée peu impressionnée par les derniers événements. Elle a réitéré que la hausse des droits de scolarité de 500\$ sur cinq ans serait maintenue.

Des associations représentant près de 40 000 étudiants ont voté en faveur de la tenue d'une journée de grève, aujourd'hui, pour participer à une grande manifestation dont le départ sera donné à 13h30 au coin de la rue Peel et du boulevard René-Lévesque.

Droits de scolarité: Québec ne bronche pas, malgré les manifestations

Article mis en ligne le 14 novembre 2007 à 0:00

[Réagissez à cet article](#)

QUEBEC - Québec prévient qu'il n'a pas l'intention de revoir sa position sur les droits de scolarité, malgré l'intensification des moyens de pression des étudiants. La ministre de l'Education, Michelle Courchesne, se montre peu impressionnée par la manifestation qui a entraîné une centaine d'arrestations, la nuit dernière, au Cégep du Vieux-Montréal. Questionnée à ce sujet ce mercredi, Mme Courchesne a d'abord indiqué qu'elle préférerait voir les étudiants en classe, plutôt qu'en grève. Puis, elle a averti qu'elle ne plierait pas sur la hausse des droits de scolarité de 50 \$ par session universitaire décrétée le printemps dernier par le gouvernement Charest, peu importe les moyens de pression utilisés par les étudiants. La ministre soutient qu'il s'agit d'une augmentation très raisonnable et ajoute que le gouvernement a aussi bonifié l'aide financière aux étudiants pour éviter que le dégel des frais ait un impact négatif sur l'accessibilité à l'éducation supérieure. Plus tôt cette semaine, la direction de l'Université du Québec à Montréal a aussi dû faire appel aux policiers pour expulser des manifestants de son campus.

©Tous droits réservés, nouvelles de la Presse Canadienne

Grève des étudiants de l'UQO dans le calme

MATHIEU BÉLANGER

mabelanger@ledroit.com

Beaucoup plus de peur que de mal, hier, à l'Université du Québec en Outaouais (UQO), alors

qu'une douzaine de cours ont dû être annulés en raison de la première des trois journées de grève des étudiants des modules des sciences sociales et de travail social.

Les manifestations contre le dégel des frais de scolarité ont eu lieu dans le calme. Personne n'a traversé les piquets de grève installés par la trentaine d'étudiants devant les locaux où des cours étaient prévus. Même les professeurs, qui semblaient sympathiques à leur cause, lançaient quelques mots d'encouragement avant de tourner les talons et retourner à leur bureau.

Rien à voir donc avec l'Université du Québec à Montréal (UQAM) où l'escouade anti-émeute a dû être dépêchée, mardi, afin de repousser les étudiants aussi en grève pour dénoncer le dégel des frais de scolarité.

Sécurité

L'administration de l'UQO n'a toutefois pas pris de chance. Craignant des altercations entre étudiants aux idées divergentes sur la question de la grève et du dégel des frais de scolarité, l'université a réservé les services de deux agents de sécurité supplémentaires qui ont suivi les grévistes à la trace pendant toute la journée d'hier.

« Je n'ai aucune crainte, ce qui s'est passé à Montréal n'aura pas lieu ici », a indiqué Éloi

Bureau, président de l'Association des étudiants du module des sciences sociales de l'UQO.

« La dernière chose que nous voulons c'est de se placer dans une situation de confrontation avec nos étudiants, a indiqué le vice-recteur, Denis Dubé. Tout ce que nous voulons c'est assurer la sécurité de tous et nous avons pris les mesures nécessaires pour le faire. Ces événements doivent se vivre dans le respect des individus. C'est le droit des grévistes de manifester, mais cela ne doit pas empêcher le fonctionnement normal de l'université. »

M. Dubé a rappelé que l'Association générale des étudiants (AGE), reconnue comme étant l'instance officielle qui représente les étudiants devant l'administration, a refusé, en septembre dernier, le plan d'action qui devait mener à une grève générale. « Là ce que je comprends c'est que deux associations modulaires se sont votées trois jours de grève, a-t-il dit. L'université doit-elle se mettre en confrontation avec les étudiants d'un secteur pour permettre aux autres d'aller à leurs cours? Je dois avouer que c'est une situation très déstabilisante pour la direction. »

Éloi Bureau rétorque que la confusion a été créée volontairement par l'AGE pour briser le mouvement de grève. Le président de l'AGE, Patrick Robert-Meunier, estime qu'une réforme des statuts et règlements des instances étudiantes doit être envisagée pour éviter ce genre de situation. « Il faut empêcher la division entre les étudiants et trouver une façon pour que les décisions prises par l'ensemble des étudiants soient respectées par tous. »

« Je n'ai aucune crainte, ce qui s'est passé à Montréal n'aura pas lieu ici »

Éloi Bureau

Les grévistes quitteront l'UQO à 9 h, ce matin, en direction de Montréal où une importante manifestation doit avoir lieu pour dénoncer le dégel des frais de scolarité.



MICHEL LAFLEUR, LeDroit

« La dernière chose que nous voulons c'est de se placer dans une situation de confrontation », a indiqué le vice-recteur Denis Dubé, à droite, face à des étudiants manifestant dans le calme.

Programme conjoint en administration des affaires

Nouvelle entente entre La Cité et l'UQO

CATHERINE LAMONTAGNE

clamontagne@ledroit.com

La Cité collégiale (LCC) et l'Université du Québec en

Outaouais (UQO) s'unissent de nouveau pour offrir, dès septembre 2008, un autre programme conjoint, cette fois en administration des affaires.

Les deux institutions avaient signé une entente semblable, en 2005, pour des cours en sciences comptables. Face à l'engouement provoqué par le projet, les

directeurs des établissements scolaires ont décidé de renouveler l'idée.

«De plus en plus, les étudiants désirent connaître les options qu'ils ont après le collège. Le fait de savoir qu'ils peuvent continuer plus loin et faire autre chose est très important pour eux», explique Andrée Lortie, présidente de LCC.

L'entente d'arrimage de LCC et de l'UQO donnera l'opportunité à une vingtaine d'étudiants d'obtenir un diplôme d'études collégiales et un baccalauréat en l'espace de quatre ans — à raison de deux ans au collège et deux ans à l'université —, soit un an de moins par rapport au parcours scolaire normal. Les candidats devront toutefois maintenir une moyenne de 70 % pour être admis à l'UQO, à la suite de leurs deux années au collège. Ils seront également invités à s'inscrire à deux sessions d'été lors de leur passage à l'université s'ils désirent terminer leurs études dans un délai plus court.

«Les jeunes étudiants y verront un incitatif avantageux car grâce à leurs acquis de niveau collégial, ils pourront faire un cheminement universitaire accéléré et ainsi se retrouver

plus rapidement sur le marché du travail», estime Jean Vaillancourt, le recteur de l'UQO.

Les signataires de l'entente croient d'ailleurs que ce nouveau profil d'étude intéressera non seulement la population étudiante de l'Outaouais et d'Ottawa mais aussi celle des régions plus éloignées comme celle de Montréal.

D'autres ententes à venir

Dès la semaine prochaine, M. Vaillancourt rencontrera son homologue de La Cité collégiale afin d'étudier les programmes des deux institutions qui pourraient faire l'objet d'entente de partenariat comme celui intervenu en administration des affaires.

Le collège francophone a établi au cours des dernières années, des programmes conjoints avec sept universités canadiennes et ouvre la porte à d'autres ententes, particulièrement lorsque celles-ci concernent des universités francophones.

«C'est une excellente nouvelle pour les francophones qui ont l'occasion de continuer leurs études universitaires en français dans la région», souligne M^{me} Lortie.

Jocelyn Blondin réélu président de la CSPO

JUSTINE MERCIER

jmercier@ledroit.com

Réélu hier soir pour un troisième mandat consécutif à la présidence de la Commission scolaires des Portages-de-l'Outaouais (CSPO), Jocelyn Blondin entend démontrer, au cours des quatre prochaines années, que les commissions scolaires sont essentielles.

À la suite des élections scolaires du 4 novembre, les commissaires des 21 circonscriptions étaient réunis, hier soir pour la première rencontre du nouveau conseil.

La commissaire Chantale Leblanc-Bélanger avait soumis sa candidature à la présidence, mais c'est finalement M. Blondin qui a été élu au terme d'un vote secret. Le commissaire Jean-Pierre Reid a pour sa part été élu à la vice-présidence de la CSPO.

Alors que la pertinence des commissions scolaires soulève des débats depuis quelque temps, Jocelyn Blondin entend

bien faire la preuve que leur existence est nécessaire. «Je veux travailler très fort sur la démocratie scolaire, sur les bienfaits et le maintien des commissions scolaires, a-t-il déclaré hier soir. On veut aussi que les commissaires soient plus présents dans leur milieu, pour faire connaître le danger de la disparition des commissions scolaires.»

M. Blondin souhaite aussi mettre de l'emphase sur la politique de non violence adoptée l'an dernier par la CSPO, qui vise entre autres à enrayer les problèmes de taxage et de consommation de drogues.

Alors que la CSPO vient d'annoncer l'ouverture prochaine d'une nouvelle école primaire, le président croit qu'il n'est pas impossible qu'une annonce similaire survienne au cours des prochaines années. «Avec la clientèle toujours en croissance dans le secteur ouest, il n'est pas impossible qu'on ait besoin un jour d'une autre école», a-t-il mentionné.